



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



agence nationale
de la cohésion
des territoires

Informations générales

Email de contact : pref-crte@charente-maritime.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 19 janvier 2022

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : Communauté de communes de l'Île d'Oléron

Si protocole de préfiguration : date de signature : None

Signataires

Nature des signataires du CRTE :

- nom : CC de l'Île d'Oléron, SIREN : 241700624, nature : CC

Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

- PLH
- Plan global de déplacements
- SCOT
- Agenda 21
- TEPos

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

- Convention globale CAF
- Contrat local de Santé
- Contrat territorial d'éducation artistique et culturelle (CTEAC)
- SARE
- PIG
- cit'ergie-ademe
- convention Vélo et territoires-ademe
- convention de mise en oeuvre d'une tarification incitative
- Contrat enfance jeunesse CAF
- Contrat de dynamisation et de cohésion (CR)



- Convention pour le logement des travailleurs saisonniers
- Convention de soutien en énergie partagée

Liste des programmes de l'ANCT intégrés :

- France services
- Petits villes de demain
- Territoires d'industrie

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs... :

- Orientation1 Aménager un territoire équilibré et de qualité
- Orientation n°2 : Protéger notre écrin naturel
- Orientation n°3 : Préserver nos ressources naturelles
- Orientation n°4 : favoriser une économie durable
- Orientation n°5 : Maintenir et accueillir les jeunes et les actifs sur le territoire
- Orientation n°6 : Agir pour la qualité de vie de tous les habitants
- Orientation n°7 :Devenir territoire à énergie positive pour lutter contre le changement climatique
- Orientation n°8 :Anticiper les conséquences du changement climatique
- Orientation n°9:Structurer un projet de mobilité

Réalisation d'un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l'élaboration du CRTE : Non

Plan d'action

Domaines d'action publique couverts :

- Commerce, artisanat de proximité
- Extension urbaine maîtrisée
- Gestion quantitative et qualitative de l'eau
- Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau, chaleur...)
- Restauration et alimentation durable
- Emploi et Insertion
- Culture et patrimoine
- Production d'énergies renouvelables
- Gestion des risques (inondations...)
- Organisation des déplacements
- Mobilités douces

- Loisirs
- Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
- Sensibilisation et animation de la transition
- Gestion, valorisation des déchets, réemploi
- Tourisme durable
- Sport
- Accès à un logement de qualité
- Ecologie industrielle et économie collaborative
- Pratique agricole durable, agro-écologie
- Circuits courts agricoles
- Tiers Lieux
- Santé et soins
- Usages et inclusion numériques
- Education
- Economie, production et consommation durable
- Formation professionnelle
- Efficacité énergétique
- Transports en commun
- Vivre ensemble, interdépendance et solidarité

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 53

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 19

Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : None

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : None

Existence d'un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Oui

Domaines d'action publique de la coopération interterritoriale : None

Définition d'indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Non

État des lieux écologique renseigné à l'aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d'analyse ex-ante des actions :

Ingénierie et financement

Recrutement d'un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d'un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l'ingénierie locale : None

Mobilisation d'une ingénierie externe :

- NON

Existence d'une maquette financière annexée (ou d'un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : 2.86M€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d'investissement : 54.92M€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs Plan de relance : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : -€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : -
€